QAG
Psychiatrie
Jean-Paul LECOQ
17/04/2018

Mesdames et messieurs les ministres,
Mesdames et messieurs les députés,
Chers collègues,

Ma question s'adresse à Madame la Ministre de la Santé.

Il y a quarante ans, « Vol au-dessus d'un nid de coucou » dénonçait une vision totalitaire de la psychiatrie que les hôpitaux français ont réussi à dépasser au prix d'une révolution portée par les personnels.

Mais l'austérité s'est faite réactionnaire et menace de plus en plus ces progrès.

Au Havre les services d'urgences psychiatriques de Janet, faute de moyens, ne peuvent plus prendre en charge l'ensemble des patients.

A Allonnes où je me suis rendu l'occasion du Tour de France des Hôpitaux des parlementaires communistes, l'établissement public de santé mentale de la Sarthe, est confronté au double effet des récentes réformes de santé : diminution des moyens et regroupement forcés.

Pour contrer cet appauvrissement, l'établissement s'est opposé à son intégration au sein du groupement hospitalier de son territoire. La psychiatrie étant le parent pauvre de la médecine, c'est aussi très souvent la cinquième roue du carrosse de ces restructurations.

Face à cet acte de résistance des hospitaliers, l'Agence Régionale de Santé s'est permise de produire un faux pour forcer son intégration dans ce groupement.

Scandalisées, les instances dirigeantes et les syndicats de l'établissement ont engagé plusieurs recours contentieux contre l'ARS, dont le jugement sera rendu le 6 mai.

Mais Goliath s'est vengé en suspendant le paiement de toutes les factures de médicaments de l'hôpital.

Ce chantage de la part de l'État met en péril le fonctionnement de l'établissement et la vie de nombreux patients.

Madame la ministre, j'ai donc deux questions : pouvez-vous garantir au personnel et aux patients le réapprovisionnement des médicaments, et respecterez-vous la volonté de

l'établissement public de santé mentale de la Sarthe de ne pas rejoindre le groupement hospitalier ?